

La géographie comme science sociale,
la démarche « critique » et l'épistémologie.
Réflexions à partir d'une thèse sur les mouvements sociaux¹

Le texte qui suit est le produit d'une réflexion rendue comme nécessaire par le choix d'un objet de recherche à la fois « politique » et peu orthodoxe en géographie (même sociale) – les mouvements sociaux, notamment de « chômeurs » et d'« altermondialistes » –, renforcé par une option méthodologique elle-même nécessaire mais ô combien suspecte – l'observation participante.

Deux idées sont assez vite devenues prégnantes. D'une part que ce choix d'objet se justifiait à la fois du point de vue scientifique (nouveau domaine de recherche à défricher, intérêts théoriques voire épistémologiques) mais aussi éthique (en démocratie, l'action collective des citoyens est a priori aussi légitime que celle des élus et institutions). Mais d'autre part qu'un tel engagement, ou implication personnelle, comportait plus de risque du côté du jugement des pairs que du côté de l'objectivité de mon travail. Cette dernière idée n'étant qu'une intuition, j'ai entrepris un travail d'éclaircissement de ce que l'on peut appeler « engagement » des chercheurs (en sciences sociales) et d'explicitation des rapports que cet engagement pouvait avoir avec la scientificité de leurs postures et résultats. Avec l'espoir secret que les idées et arguments ainsi explicités dans la thèse s'imposeraient suffisamment pour faire reconsidérer les soupçons hâtifs si ce n'est les jugements de valeur du lecteur...

Faute de place, je ne traiterai pas ici des aspects du problème liés à la fabrique de la recherche elle-même (les fameux « biais » des différentes techniques de production de matériaux, la question des rapports entre catégorisation scientifique et catégorisation sociale). Je me contenterai de me placer au niveau des « postures » théoriques ou épistémologiques. Mes pérégrinations m'ont ainsi poussé à conclure que la géographie sociale, ou la géographie « tout court » (comme science sociale), devait nécessairement prendre en compte, voire se focaliser sur les inégalités sociales et surtout sur les rapports de pouvoir (compris comme rapports sociaux dissymétriques), qui sont non seulement inséparables mais en relation réciproque. Et cela parce que cette double focalisation est plus qu'un simple choix thématique pour la géographie sociale : c'est peut-être un fondement épistémique. Est-ce à dire que cette géographie est « militante », ou tout au moins « critique » ?

L'IDEOLOGIE DE L'OPPOSITION ENTRE GEOGRAPHIE « MILITANTE » ET GEOGRAPHIE... « NON MILITANTE » (?)

Si le contexte de sa refondation, au début des années 1980, permet de comprendre facilement l'usage (par contraste) qui a été fait de ce qualificatif pour caractériser la géographie sociale², il est en revanche extrêmement difficile d'imaginer ce que pourrait être un chercheur qui ne serait pas « militant » ou « engagé » d'une façon ou d'une autre.

En fait de nombreuses façons... inséparablement intellectuelles et matérielles, même si, division du travail aidant, on sait que certains chercheurs se tournent plutôt vers la production scientifique, et d'autres plutôt vers les institutions qui lui permettent d'exister. Sans même évoquer les figures proches et opposées de « l'expert » et de « l'intellectuel », tout chercheur actif milite au minimum pour son propre travail (son objet de recherche, ses idées... et son poste, si ce n'est sa carrière) et parfois pour l'équipe ou le laboratoire auquel il est rattaché (son programme et son existence). Ce faisant ou plus directement, il défend le courant, la branche ou la spécialité dont il se réclame, mais aussi bien entendu la discipline

¹ RIPOLL Fabrice, 2005, *La dimension spatiale des mouvements sociaux. Essais sur la géographie et l'action collective dans la France contemporaine à partir des mouvements de « chômeurs » et « altermondialistes »*. Thèse de doctorat, Université de Caen Basse-Normandie, 741 p.

² Voir par exemple Héryn, 1984.

auquel il appartient (ce en quoi il s'allie souvent avec ses concurrents dans le champ disciplinaire), et plus globalement pour la recherche (pour ne pas dire la Science), si ce n'est en tant que démarche, tout au moins en tant qu'institution lui permettant d'exercer son métier, et donc d'être rémunéré en conséquence – institution et métier considérés alors comme dignes d'exister, au prix d'une redistribution du budget de l'État ou de fonds privés (mécénat, contrats, conventions, etc.)¹. Certains défendent l'unité de la géographie, d'autres la séparation des branches physique et humaine ; certains la recherche fondamentale, d'autres la recherche appliquée. On pourrait multiplier les exemples de choix, non seulement volontaires mais *nécessaires*, pour lesquels chacun doit bien prendre position, à l'intérieur ou à l'extérieur du champ scientifique. Sans oublier que l'abstention est aussi une position, celle qui consiste à laisser faire les autres, à laisser les vainqueurs des joutes sociopolitiques décider pour soi. Même enfermé bien haut dans sa fameuse « tour d'ivoire », ne traitant avec le monde extérieur que par l'intermédiaire des archives et statistiques (d'État), le chercheur est engagé, objectivement, dans la société qui autorise son enfermement. Ce qui distingue les chercheurs, c'est la forme que prend cet engagement, le contenu des objectifs visés et les moyens utilisés².

Bref, *le premier danger dans l'utilisation d'un terme comme « militant » ou « engagé » est qu'elle laisse croire que les autres ne le sont pas*. On ne peut donc pas définir et distinguer une démarche, ou un courant, par cette caractéristique. *Le second danger, et non le moindre, est qu'elle laisse planer un soupçon... de doute sur la tête des chercheurs quant à leur objectivité*. Si l'on combine les deux, on voit ce que cela peut donner, notamment dans une conjoncture comme celle d'aujourd'hui : d'un côté les chercheurs militants peut-être plus ou moins généreux mais idéologiques et partiaux, de l'autre les vrais scientifiques peut-être un peu indifférents aux vicissitudes et injustices du monde mais objectifs et impartiaux. Or, de même que le problème de l'honnêteté du chercheur (autrement dit de la déontologie professionnelle) concerne tout le monde, la question de l'objectivité, éminemment plus complexe il faut l'avouer, est largement indépendante des diverses prises de position d'un chercheur, que ce soit en tant que tel ou en tant que citoyen, à l'intérieur comme à l'extérieur des institutions de recherche. *Il n'est pas de chercheur dépourvu de subjectivité, de passé, de préjugés, de valeurs ou d'idéologie*, et ceux-ci jouent effectivement un rôle important, ne serait-ce que dans le choix des objets de recherche et les usages sociaux plus ou moins prévisibles qui peuvent être faits des résultats. Un rôle important mais nécessaire : il faut bien un *point de vue* pour observer et interroger le réel, car même « la nature ne répond qu'aux questions qu'on lui pose ». *Parler d'objectivité scientifique, c'est d'abord parler des méthodes ou procédures d'objectivation*, mises en œuvre dans la recherche le plus rigoureusement possible et présentées dans les rapports et publications le plus honnêtement et explicitement possible, de façon à autoriser un contrôle collectif (à commencer par celui des pairs), et ce *quel que soit l'objet*. Ces méthodes ne consistent pas à éliminer formellement la subjectivité humaine, mais au contraire à la réintégrer dans la recherche, à prendre en compte le point de vue du chercheur et ses implications dans la construction de l'objet, par la distanciation et la réflexivité, elle-même comprise comme « auto-objectivation » plus que comme introspection. L'objectivité, ou plutôt le niveau d'objectivation atteint par une recherche, se juge « sur pièces », *a posteriori* et non *a priori* en fonction de l'objet choisi.

L'IDEOLOGIE DE LA NEUTRALITE DES CHERCHEURS OBJECTIFS TRAVAILLANT SUR DES OBJETS APOLITIQUES

Mais n'y a-t-il pas un problème particulier dans le cas des recherches portant sur des objets « politiques » tels que les mouvements sociaux ? Mes réflexions personnelles sur la question me poussent plutôt à répondre : « non », et même « au contraire » !

D'abord, la recherche menée ne discute pas des enjeux et revendications des mouvements sociaux étudiés, mais se focalise sur les militants, leurs pratiques, leur mode de

¹ Cette défense de l'institution et/ou de la corporation peut passer par l'action collective (syndicalisme, association, grèves, manifestations...), comme on a pu le voir récemment avec un mouvement comme « Sauvons la recherche » qui a rendu visible pour le plus grand nombre l'importance des conditions financières et institutionnelles (donc politiques) de la recherche.

² S'il y a bien quelque chose que l'histoire et la sociologie des sciences montrent, c'est la dimension sociale, pratique (ou pragmatique) et conflictuelle de l'activité scientifique. Voir notamment les analyses de Pierre Bourdieu (1976, 1992, 1997, 2001) ou de Bruno Latour (1995, 2001).

fonctionnement. Ce qui a deux conséquences. D'une part, elle pourrait tout autant intéresser les Renseignements Généraux ou les adversaires politiques des mouvements étudiés que leurs propres militants (!). D'autre part, elle touche paradoxalement à des sujets moins sensibles que les recherches qui traitent de ces enjeux, c'est-à-dire du chômage ou de la mondialisation (comme celles de Laurent Carroué, Olivier Dollfus, Jacques Lévy...). Ensuite, et surtout, si l'on met à part les accords ou désaccords politiques entre chercheurs (qui jouent sans doute un rôle non négligeable en matière d'évaluation, de carrière, de controverses, etc.), *le seul problème important est l'existence d'une conviction ou croyance assez répandue quant à l'existence d'un tel « problème particulier » des objets visiblement politiques ou « sensibles »...* Cette croyance a pour conséquence logique de décourager nombre de chercheurs de se pencher sur de telles questions et de décrédibiliser ou minorer l'importance des travaux existants. Mais, ironie de la situation, elle peut pousser ceux qui veulent malgré tout se lancer dans l'aventure à être beaucoup plus vigilants et attentifs à ces problèmes que la plupart des chercheurs qui travaillent (et « expertisent ») sur des objets *apparemment* plus « neutres » ou « apolitiques », mais se laissent plus facilement prendre au piège de leurs présupposés. *Les premiers de ces présupposés pourraient d'ailleurs être qu'ils n'ont pas de présupposés* (on sait que l'idéologie est toujours celle des autres) *et que leur objet n'est pas politique par nature ou essence* (alors même que, si tout n'est pas nécessairement politique, tout est « politisable »).

« Admettons que notre conception de l'espace géographique ne peut que correspondre, consciemment ou non, à notre conception de l'homme et que celle-ci s'inscrit, consciemment ou non, dans une théorie politique », affirmaient Antoine Bailly et Jean-Bernard Racine¹. Il y a donc sans doute une difficulté particulière dès qu'il s'agit d'êtres humains, mais elle est commune à tous les questionnements sur les êtres humains. *La frontière, si frontière il y a, ne passe donc pas entre objets neutres et objets politiques, ou entre chercheurs pétris d'idéologie et chercheurs objectifs*, mais entre chercheurs plutôt conscients de leurs catégories de perception et d'évaluation (préjugés, valeurs, idéologie...), des enjeux sociaux touchant à leur objet, et plus encore des rapports entre les premières et les seconds (et en tirant le maximum de conséquences dans leurs pratiques de recherche), et chercheurs plutôt « naïfs », mystifiés par leur croyance en leur neutralité à toute épreuve, reprenant par exemple tels quels les problèmes constitués et reconnus comme tels par le reste du monde social (« demande sociale », programmes politiques, discours médiatiques, politique scientifique, etc.).

LES AMBIGUÏTES DE LA DEMARCHE DITE « CRITIQUE »

Si je devais choisir un terme pour qualifier le mode particulier d'engagement de la géographie, de la géographie sociale telle que je la conçois, ne serait-ce pas plutôt celui de géographie « critique » ? Le terme semble pertinent, et même séduisant pour quelqu'un comme moi qui voudrais faire tout pour ne pas se retrouver du côté des « naïfs ». Cela dit, il peut poser les mêmes problèmes et entraîner les mêmes risques que les adjectifs « militante » (ou même « sociale ») dans la mesure où il tend à les fusionner dans certaines de ses définitions (malheureusement souvent implicites), comme celle qu'il prend en sociologie² ou dans la géographie anglo-américaine.

Certes, il ne semble y pas avoir d'incompatibilité majeure entre cette « géographie humaine critique » (*critical human geography*) qui s'est développée ces dernières décennies et la géographie sociale, qu'elle soit anglo-saxonne ou française³. Il y a d'ailleurs un lien historique (si ce n'est logique) entre la posture critique ainsi définie et la géographie sociale : « c'est à travers le développement de cette dernière que la géographie critique s'est elle-même façonnée. »⁴ Et, avouons-le (puisque'il faut que ce soit un aveu), ma sensibilité personnelle aux injustices n'est pas sans avoir participé à mon orientation vers la géographie sociale et la

¹ Voir Bailly, Racine, 1979, p. 289.

² *ContreTemps*, 2001 ; Lahire (dir.), 2002.

³ Painter, 2000 ; Héryn, 1999.

⁴ De Koninck, 1995, p. 145.

question des mouvements sociaux (alors que, bac scientifique en main, je me destinais plutôt à la géographie de l'environnement). Cette recherche s'est donc assez bien retrouvée à la fois dans le principe d'« *opposition to unequal and oppressive power relations* » et dans la réflexion sur la dimension spatiale de la domination et la géographie des résistances¹.

Cela dit, l'orientation critique ainsi explicitement conçue ne vaut pas posture épistémologique ni définition théorique d'une démarche particulière. Séduisante, elle est relativement indépendante des options paradigmatiques. Et surtout, elle retombe dans l'opposition classique entre « jugements de faits » et « jugements de valeur » (entre « *what is* » et « *what ought to be* »)². Or, pour classique qu'elle soit, cette opposition est néanmoins délicate pour au moins deux raisons : d'une part, sans aller jusqu'à les confondre, il est souvent difficile de tracer une limite nette entre le descriptif et le normatif ou l'évaluatif (le choix des problèmes à décrire voire des hypothèses interprétatives est conditionné par les valeurs du chercheur ; le discours le plus formellement descriptif peut être performatif ; la simple énonciation apparente peut se faire dénonciation implicite ; etc.) ; d'autre part, décider si le chercheur *doit* ou *ne doit pas* se restreindre au descriptif et refuser le normatif, autrement dit quelle doit être la vocation du savant et la fonction de la science est déjà (en soi) un problème normatif...

Aucun chercheur ne peut échapper à la question : « quelle science pour quoi faire ? » Et parmi les différentes réponses proposées, l'option weberienne (et durkheimienne³) d'une « neutralité axiologique » devant décrire le normatif (intégrer les valeurs dans les objets de recherche) ne résout pas le problème... sauf à décrire le rôle du normatif dans le travail *effectif* (et non pas idéal) des chercheurs eux-mêmes ! De l'aveu même de Max Weber, et comme on l'a dit plus haut, *aucune science n'est exempte de présuppositions, ne serait-ce que celle de mériter d'exister*, et celles-ci sont par définition indémonstrables scientifiquement. Sans être philosophe, il n'est donc pas inutile de creuser un peu la question, tant elle est sensible justement, et touche à des problèmes complexes que l'on a tendance à simplifier plus ou moins outrageusement, pour des raisons d'ailleurs souvent plus politiques que scientifiques. Quand on ne les esquive pas tout simplement, de peur de ne plus s'y retrouver...

UNE PROPOSITION : L'EMANCIPATION COMME POTENTIALITE OBJECTIVEMENT IMPLIQUEE DANS LA DEMARCHE DE RECHERCHE

À la suite de la géographie critique anglo-saxonne, de chercheurs comme Rodolphe de Koninck, ou plus récemment Julien Aldhuy qui a relancé le débat lors du dernier colloque de géographie sociale, on peut repartir de la proposition de Jürgen Habermas qui affirme que chaque science procède d'un « intérêt humain », et définit les « sciences critiques » comme procédant d'un « intérêt émancipatoire », contrairement aux sciences « positives » et « herméneutiques » procédant respectivement d'un intérêt « technique » ou « pratique » (instrumental ou communicationnel)⁴. Cette « surdétermination politique de l'épistémologie »⁵ est d'autant plus séduisante qu'elle semble le résultat d'une prise en considération conséquente du caractère social, historique, donc au moins en partie arbitraire des options épistémologiques. Et il est difficile d'être contre l'émancipation humaine, comprise non comme un fait mais comme un processus, indéfini / infini, faisant progresser une liberté (ou une autonomie) humaine inséparablement individuelle et collective. Mais, à la réflexion, il me semble que l'émancipation n'est pas forcément (ou pas seulement) un objectif éthico-politique premier qui détermine les objectifs intellectuels du chercheur, mais peut (aussi) être considérée comme une *potentialité objectivement impliquée dans la démarche de recherche elle-même* quand elle est appliquée aux sociétés humaines et menée

¹ Painter, 2000, p. 126. Qui précise : « Critical human geographers emphasize the roles played by social relations of domination and resistance in the production and reproduction of place, space and landscape, and the reciprocal impact of place, space and landscape on the production, reproduction and legitimation of relations of domination and resistance. »

² Opposition renvoyant presque systématiquement aux fameuses conférences de Max Weber (1963).

³ Voir Corcuff, dans Lahire (dir.), 2002, p. 176 sq.

⁴ Johnston, 2000, p. 357 ; Painter, 2000 ; Gregory, 2000 ; De Koninck, 1995, p. 145. Ainsi que Julien Aldhuy, 2004, *Connaissances, intérêts de connaître et géographie sociale*, communication au colloque de l'UMR ESO : « Espaces et sociétés aujourd'hui : la géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action », Rennes, 21-22 oct. 2004.

⁵ Ladmiral, 1976.

suffisamment loin. Et ceci parce que l'émancipation n'est pas une valeur ou un objectif comme les autres, parce qu'elle a partie liée avec l'épistémologie des sciences humaines ou sociales.

QUELQUES MOTS POUR ETAYER CETTE PROPOSITION

Historiquement, la démarche (philosophico-)scientifique est d'abord une recherche de la vérité sur le monde réel extérieur (objectif) qui cherche à expliquer les réalités observées au moyen de la raison, et pour cela met en question les perceptions immédiates comme les interprétations héritées : qu'est-ce qui existe ? Comment et pourquoi cela existe-t-il ? Par cette remise en question des préjugés, des habitudes de pensée, des croyances et idéologies, la démarche de recherche pourrait être qualifiée de fondamentalement critique au moins depuis « Les Lumières » (*Aufklärung*) et l'esprit de « libre examen ». On peut même la considérer comme « radicale » si l'on veut dire par là que la mise en question n'a pas de limite *a priori* – c'est le « doute radical » de Descartes – ou encore qu'elle cherche à atteindre les « racines » des réalités, leur origine sociale dans le cas des réalités humaines, y compris des idées – c'est la démarche de Marx (qui, par sa critique matérialiste des idéologies, inaugure la sociologie de la connaissance). C'est la connaissance des nécessités qui ouvre ici la voie de la liberté.

Cela ne veut pas dire que l'on puisse être sûr d'avoir atteint la vérité, ni même que la vérité soit atteignable. Cela ne veut pas dire non plus que le développement des sciences soit automatiquement synonyme de progrès social ou d'émancipation. Au contraire, l'histoire des deux derniers siècles montre que les connaissances scientifiques peuvent tout aussi bien être confisquées par quelques-uns, instrumentalisées, utilisées à des fins de destruction, de manipulation, etc. : « les armes matérielles aussi bien qu'intellectuelles fournies par la science, fusées spatiales et arguments d'autorité, sont parmi les plus efficaces instruments de la domination sociale. »¹ La Science elle-même peut facilement devenir un nouveau dogme, un absolu. Si c'est le cas, c'est sans doute qu'il y a quelques risques à croire que l'on peut devenir « maîtres et possesseurs de la nature ». C'est surtout que la science est faite par des êtres humains et non des dieux, qu'elle est inscrite dans les rapports sociaux existants, qu'elle tend par conséquent à servir ceux qui peuvent s'en servir, en l'occurrence ceux qui sont en position dominante dans les champs politique et économique.

Le doute doit donc s'appliquer à soi-même, la raison doit rechercher ses propres origines historiques, le chercheur ses conditionnements sociaux, bref la critique doit se faire auto-critique (réflexivité)... Mais doit-elle pour autant se faire scepticisme, relativisme ? Pour relatives qu'elles soient, raison et vérité semblent être des repères nécessaires à la recherche philosophique comme scientifique, à moins non seulement de scier la branche sur laquelle elle est assise, mais surtout de tomber dans l'aporie : le discours relativiste radical (que l'on trouve chez certains « postmodernes » ou « constructivistes ») affirmant l'équivalence de tous les discours et donc l'absence de vérité, ou même simplement de pertinence plus grande des énoncés scientifiques, ne se veut-il pas lui-même affirmatif et vrai, ou tout au moins plus pertinent que les autres ? Et dans ce cas, comment peut-il se passer de points d'appui hors de la subjectivité ou du discours pour étayer, si ce n'est prouver, cette pertinence ? Que fait la « nouvelle sociologie des sciences », même radicalement relativiste, si ce n'est travailler à dire quelque chose de pertinent sur cette part de réel objectif que constituent les chercheurs au travail ?

Il semble donc nécessaire de « relativiser le relativisme », et considérer la relation entre histoire et vérité, comme entre objectivité et subjectivité, certes comme un problème (comment le nier sans retomber dans le positivisme le plus plat ?), mais aussi comme *une tension constitutive de la recherche*. Et en cela elle exige, *elle est* même, une démarche que l'on peut dire critique (et réflexive) – ce qui la distingue des discours dogmatiques ou doctrinaux purement auto-référentiels, à commencer par le scientisme et l'irrationalisme.

¹ Lévy-Leblond, 1981, p. 138.

Mais on peut aller un peu plus loin. Appliquée aux êtres humains, la démarche scientifique, en tant que recherche des causes ou raisons des faits (actes) observés, ne peut *que* poser la question de la liberté face aux déterminations de toutes sortes, de la part d'arbitraire face au nécessaire (comme elle se la pose quotidiennement en pratique dans un tribunal, mais aussi une école, une entreprise, etc., chaque fois qu'il est question de culpabilité, de mérite, de responsabilité, etc.). Cette question en appelle d'autres : « ce qui est » ne pourrait-il pas être autrement, ou même ne pas être du tout ? Autre chose n'aurait-il pas pu être à la place de « ce qui est » ? Quels sont ces possibles alternatifs à la situation présente ? Pourquoi ces possibles ne sont-ils pas advenus ? Le « déterminisme » minimal des sciences humaines ou sociales, supposant les sociétés humaines intelligibles et explicables, se voit ainsi opposer un « anti-déterminisme » minimal supposant les êtres humains capables de changer au moins en partie leur avenir. À moins de retomber dans l'opposition scholastique entre le postulat de la Liberté absolue et celui du Déterminisme tout aussi absolu. Et *c'est précisément cette tension entre déterminisme et liberté, ou plutôt entre contrainte et autonomie* si l'on veut justement éviter les termes absolus, *qui caractérise l'objet des sciences humaines ou sociales* (que l'on pourrait tout aussi bien dire « historiques » pour insister sur cette caractéristique fondamentale).

Cette autonomie (relative et conditionnelle) ne peut provenir que d'une certaine *conscience de l'historicité* (qui inclut sa propre mortalité mais ne s'y réduit pas) : capacité à s'extraire du présent immédiat par la pensée, à se représenter le passé comme l'avenir, à se projeter en imaginant des possibles multiples. Si c'est une capacité proprement humaine¹, cela ne veut pas dire qu'elle est partout et toujours mise en œuvre, qu'elle n'est pas enfouie sous les croyances, le fatalisme, la résignation, ou même l'habitude, le rapport doxique au monde, pris comme allant de soi. Mais qu'en est-il du chercheur qui veut comprendre les sociétés humaines ? Selon Raymond Aron, que l'on ne peut guère soupçonner de sombrer dans l'utopisme, « l'historien qui s'interroge sur la causalité historique ranime, après coup, dans son esprit, les possibles évanouis que les acteurs envisageaient ou auraient pu envisager »². Et ce n'est certainement pas un hasard s'il s'agit, dans ces commentaires de la méthode weberienne, de montrer les liens entre science et politique (et bien sûr, encore et toujours, de critiquer les philosophies de l'histoire, et le marxisme en particulier) : l'« incertitude de l'avenir », poursuit-il, « ne saurait être sauvegardée par l'historien qu'en maintenant, contre la sanction de l'événement, que le réel n'était pas à l'avance écrit et qu'il dépendait de telles personnes ou de telles circonstances que la marche de l'histoire fût autre. »

On voit qu'un certain « engagement » du scientifique est ici inévitable : menant jusqu'à ce point sa démarche, le chercheur ne peut que poser la question de la liberté humaine, de ses limites et de leurs raisons d'être, et donc mettre intellectuellement en question « l'ordre établi » ou « le cours des choses », le défataliser et le dévaloriser au moins partiellement. C'est pourquoi *il est difficile de faire une démarcation absolue entre la critique normative de l'ordre social et son objectivation scientifique*. Ainsi, Claude Grignon (ancien directeur de la revue *Critique sociale*) oppose la « critique sociale » qui « critique l'ordre établi au nom d'un ordre idéal, plus juste, plus rationnel » et opère donc « une dévalorisation qui implique une valorisation », et la « critique sociologique » qui « se retient au contraire de dévaloriser ce qu'elle relativise », qui « se contente de mettre au jour, de dévoiler les mécanismes sociaux cachés dont les valorisations (normes, croyances) sont le produit. »³ Mais dans la plupart des cas, la relativisation suffit à dévaloriser les normes et croyances étudiées : c'est ce que Weber appelle le *désenchantement* du monde, nécessairement provoqué par l'intellectualisation. Et cette relativisation commence dès la caractérisation des réalités humaines comme proprement sociales, et non divines ou naturelles. Peut-on dire que la posture prônant

¹ Voir par exemple Schiff, 1992, p. 24, qui dénonce justement le « réductionnisme » de beaucoup de travaux scientifiques consistant à faire comme si l'homme n'avait ni passé ni avenir.

² Dans Weber, 1963, p. 8-9.

³ Dans Lahire (dir.), 2002, p. 121. Commencant son texte en disant que comme toute science, la sociologie « répond d'abord au besoin désintéressé de savoir et de comprendre », Grignon le termine en soulignant qu'elle risque fort de disparaître si elle ne montre pas qu'elle seule peut « pénétrer le mystère des rapports sociaux » et « rendre ainsi la vie sociale un peu moins invivable ». Et s'il considère fondamental et urgent que « la sociologie cesse de dépendre aussi complètement de la sphère politique », c'est parce qu'une « sociologie scientifique » serait « le seul moyen d'échapper à l'alternative de l'utopie fatale et de l'acceptation fataliste de l'ordre établi. »

l'autonomie épistémologique des sciences sociales vis-à-vis des sciences de la nature (aller le plus loin possible dans « l'explication du social par le social » pour reprendre l'expression durkheimienne) est convergente avec l'intérêt émancipatoire (ce qui semble être le point de vue de Habermas, de Bourdieu et d'autres) ? Et qu'inversement prétendre expliquer le social par la nature revient à le naturaliser lui-même et donc à condamner et empêcher les changements sociaux et toute émancipation ? Le fait est que tout ce qui a été socialement construit peut théoriquement être déconstruit alors qu'il n'en est pas de même pour ce qui est naturel¹.

Mais on voit aussi que *cet « engagement » ne s'enferme pas dans le couple jugement de fait / jugement de valeur* : dire « ce qui pourrait ne pas être » (voire « ce qui pourrait être »), ce n'est ni dire « ce qui est », ni dire « ce qui devrait être ». En conséquence, le choix des critères pour évaluer les situations effectives ou potentielles (en bien ou en mal), mais aussi le choix de les changer ou pas, du changement éventuel à opérer, des moyens acceptables pour y arriver, etc., bref les choix généralement considérés comme éthiques et politiques restent à faire (et à ce moment là le scientifique est comme tout autre citoyen : il n'a qu'une voix parmi d'autres). Mais le fait est que, pour pouvoir évaluer l'existant et éventuellement le changer, il faut poser la question de ses origines et des possibles alternatifs : si poser cette question ne rend pas ipso facto de gauche ou de droite, révolutionnaire ou réformiste, ou quoi que ce soit, et si la prise de conscience qu'elle suppose et favorise garantit encore moins le passage à l'acte et notamment à l'action collective², ne pas la poser engage nécessairement le scientifique, qu'il le sache et le veuille ou non, du côté de l'acceptation fataliste si ce n'est du conservatisme assumé. Une fois engagée, la démarche de recherche en sciences sociales semble donc emprunter le même chemin que la visée d'émancipation. Plus précisément, elle semble offrir *les conditions* intellectuelles (ou idéelles) d'une émancipation de l'humanité, mais sans la garantir. Autrement dit, *si la visée d'émancipation peut orienter la science de l'extérieur dans un sens critique* (c'est la thèse de la « sur6+-détermination politique de l'épistémologique »), *l'émancipation semble être inscrite comme une virtualité objective dans la « logique » même de la démarche de recherche en sciences sociales*³. Peut-on la considérer comme une autre forme de critique, en un sens différent mais intimement lié au précédent ? Si c'était le cas, ce ne serait pas la critique sociale qui se ferait science (pour trouver des appuis intellectuels à son action politique) mais la science qui se ferait critique sociale. Et ce ne serait pas la critique qui s'approfondirait en vue d'être radicale, mais la radicalité nécessaire du questionnement qui ne pourrait pas ne pas être critique.

Terminons par un point important. Poser (empiriquement) la question de la liberté des êtres humains face aux déterminations sociales suppose que la recherche consacre une bonne part de son énergie et focalise une bonne part de son attention vers ses limites objectives, vers tout ce qui fait obstacle à l'autonomie individuelle et collective : les conditions matérielles d'existence, mais aussi les conditions idéelles, et bien sûr les rapports sociaux eux-mêmes en tant que rapports de pouvoir ou de domination (dans lesquels les chercheurs sont pris). Tout comme l'émancipation n'est pas une valeur ou finalité sociale comme une autre, et pour cette raison même, les inégalités sociales et surtout les rapports de pouvoir ne sont donc pas un objet comme un autre : en tant que différentiel non naturel (arbitraire, historique...) de

¹ Maurice Duverger notait, à propos des « facteurs géographiques » pensés dans leur version naturaliste, que « les conservateurs tendent à exagérer cette influence » alors que « les novateurs sont plutôt portés à le minimiser » : « Que l'homme soit enfermé dans le déterminisme du sol et du milieu, qu'il ne puisse échapper à la nature : c'est la base de la philosophie de droite. À gauche, on pense au contraire que l'homme est libre, qu'il peut s'évader des conditionnements naturels, qu'il tend à le faire. » (Duverger, 1964, p. 86) Et l'on pourrait souligner qu'à l'inverse, la droite ou les « conservateurs » tendent à sous-estimer les déterminations sociales que la gauche ou les « progressistes » tendent à dénoncer. Mais cela n'est peut-être pas valable dans tous les pays ni pour toutes les époques.

² Voir Bouveresse, 2003 ; Martuccelli dans Lahire (dir.), 2002 ; Passeron, 2004 ; etc. Le désenchantement peut effectivement provoquer la résignation, ce en quoi certains chercheurs peuvent participer, quoi qu'ils en disent : ainsi quand Aron affirme que « toute démocratie est oligarchie » et que « toute institution est imparfaitement représentative » (dans Weber, 1963, p. 20), ses affirmations, pour descriptives qu'elles sont du point de vue formel, semblent bien fatalistes et en tout cas suggérer la résignation

³ J'utilise le mot logique entre guillemets car la nature du lien entre la question « pourquoi est-ce ainsi ? » et la question « cela pourrait-il être autrement ? » me semble assez difficile à déterminer, et d'ailleurs hors de propos de cette thèse. La recherche peut-elle s'arrêter en chemin sans se renier comme recherche de la vérité ? Cela a au moins le mérite de montrer que la situation est un peu moins simple que ce que certains discours (assimilant science, objectivité et neutralité axiologique, ou au contraire science, parti pris et idéologie) peuvent laisser entendre. Le moins que l'on puisse donc faire et d'essayer de distinguer plusieurs liens entre activité scientifique et engagement, et donc plusieurs « types » ou « niveaux d'engagement », comme je le tente ici et comme j'ai tenté d'en dégager dans la thèse en explicitant les choix théoriques et méthodologiques de la recherche.

liberté ou d'autonomie, ils acquièrent une dimension théorique et même épistémique *fondamentale*. Et c'est en tant que tels qu'ils peuvent fonder une démarche de la géographie sociale, et la fonder comme « critique » si l'on veut absolument reprendre ce terme malgré ses ambiguïtés.

BIBLIOGRAPHIE

- BAILLY Antoine S., RACINE Jean-Bernard, 1979, La géographie et l'espace géographique : à la recherche d'une épistémologie de la géographie, *L'Espace géographique*, n°4, pp. 283-291.
- BOURDIEU Pierre, 1976, Le champ scientifique, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°2-3, juin, p. 88-104.
- 1992 (éd. augm.), *Homo academicus*, Minit, coll. Le sens commun, Paris, 317 p.
- 1997, *Les Usages sociaux de la science. Pour une sociologie clinique du champ scientifique*, INRA éditions, coll. Sciences en questions, Paris, 77 p.
- 2001, *Science de la science et réflexivité. Cours du Collège de France 2000-2001*, Raisons d'agir, coll. Cours et travaux, Paris, 239 p.
- BOUVERESSE Jacques, 2003, *Bourdieu, savant et politique*, Agone, coll. Banc d'essais, Marseille, 191 p.
- ContreTemps*, 2001, n°1 : « Le retour de la critique sociale. Marx et les nouvelles sociologie », préparé par Philippe Corcuff, mai, Textuel, Paris, 157 p.
- DE KONINCK Rodolphe, 1995, La géographie critique, dans Antoine S. Bailly (coord.), *Les Concepts de la géographie humaine*, Masson, Paris, pp. 145-155.
- DUVERGER Maurice, 1964, *Introduction à la politique*, Gallimard, coll. Nrf / Idées, Paris, 382 p.
- GREGORY Derek, 2000, Critical theory, dans R. J. Johnston, D. Gregory, G. Pratt, M. Watts (eds), *The Dictionary of Human Geography*, Blackwell Publishing, Malden / Oxford / Victoria, p. 129-133.
- HÉRIN Robert, 1984, Quelques convictions pour la géographie sociale, *Revue de géographie de Lyon*, vol. 59, n°3 : « Plaidoyers pour la géographie sociale », pp. 147-155 ;
- 1999, Pour une géographie sociale critique et responsable, dans Christine Chivallon, Pascal Ragouet et Michael Samers (dir.), *Pratiques scientifiques et contextes culturels. Géographies françaises et britanniques à l'épreuve postmoderne*, Actes des Rencontres franco-britanniques de 1997, TIDE-Bordeaux et Université de Liverpool, Publications de la MSH d'Aquitaine, Talence, pp. 129-139.
- JOHNSTON Ronald J., 2000, Human geography, dans R. J. Johnston, D. Gregory, G. Pratt, M. Watts (eds), *The Dictionary of Human Geography*, Blackwell Publishing, Malden / Oxford / Victoria, p. 353-360.
- LADMIRAL Jean-René, 1979, Le programme épistémologique de Jürgen Habermas, dans J. Habermas, *Connaissance et intérêt*, Gallimard, Paris, p. 7-27.
- LAHIRE Bernard (dir.), 2002, *À quoi sert la sociologie ?*, La Découverte, coll. Textes à l'appui, Paris, 194 p.
- LATOUR Bruno, 1995, *La Science en action. Introduction à la sociologie des sciences*, Gallimard, coll. Folio essais, Paris, 663 p.
- 2001 (2^{ème} éd. revue et augm.), *Le Métier de chercheur. Regard d'un anthropologue*, INRA éditions, coll. Sciences en questions, Paris, 103 p.
- LÉVY-LEBLOND Jean-Marc, 1981, *L'Esprit de sel. Science, culture, politique*, Fayard, Paris, 298 p.
- PAINTER Joe, 2000, Critical human geography, dans R. J. Johnston, D. Gregory, G. Pratt, M. Watts (eds), *The Dictionary of Human Geography*, Blackwell Publishing, Malden / Oxford / Victoria, p. 126-128.
- PASSERON Jean-Claude, 2004, Le sociologue en politique et vice versa : enquêtes sociologiques et réformes pédagogiques dans les années 1960, dans Jacques Bouveresse et Daniel Roche (dir.), *La liberté par la connaissance. Pierre Bourdieu (1930-2002)*, O. Jacob, coll. du Collège de France, Paris, pp. 15-104.
- SCHIFF Michel, 1992, *L'Homme occulté. Le citoyen face au scientifique*, Les Éditions ouvrières, coll. Portes ouvertes, Paris, 160 p.
- WEBER Max, 1963, *Le savant et le politique*, Introd. de Raymond Aron, 10/18, Paris, 186 p.